

Les problèmes monétaires et le rôle de l'OCDE

Bien que la Suisse n'a pas été appelée à participer aux travaux du "Comité des Vingt" du Fonds Monétaire International, nous portons un grand intérêt aux efforts visant à créer un nouveau système monétaire international. Cet intérêt est notamment dicté par le fait que la Suisse est étroitement imbriquée dans l'économie mondiale - un tiers de notre revenu national est gagné à l'étranger - et que la Suisse constitue l'une des principales places financières du monde. Les événements monétaires des deux dernières années ont provoqué une réévaluation réelle du franc suisse de 32,5 % par rapport au dollar, de 30 % par rapport à la livre Sterling et de 18,5 % par rapport à l'ensemble des monnaies. Nous sommes décidés à fournir, dans toute la mesure de nos possibilités, notre contribution au rétablissement de la stabilité monétaire.

Même le système le plus perfectionné n'est pas viable aussi longtemps que le profond déséquilibre dont souffrent les relations économiques internationales n'aura pas été supprimé. La disparition du déficit de la balance américaine des paiements et l'épongement de la masse flottante de dollars constituent les conditions essentielles au rétablissement d'un régime ordonné dans le domaine des changes.

A cet égard, on peut espérer que l'effet cumulé de l'Accord de Washington de décembre 1971 et la nouvelle grille des changes intervenue à l'issue des deux récentes réunions des Ministres du Groupe des Dix et des Communautés européennes constituent un premier pas dans la bonne direction. Mais ces réalignements successifs de parité ne suffiront pas à rétablir rapidement l'équilibre indispensable au bon fonctionnement du système économique international. Il en va de même des éventuelles mesures de libération des échanges qui pourraient constituer le résultat des négociations commerciales multilatérales qui devraient débiter cet automne. Nous



- 2 -

sommes convaincus que la libération des échanges demeure un objectif souhaitable, mais nous doutons qu'on puisse en espérer une contribution véritablement décisive au rétablissement de l'équilibre. Les expériences de ces dernières années nous incitent à penser que ni les mesures de libération des échanges, ni les changements de parité, n'ont des effets suffisants sur la balance des paiements des Etats-Unis pour combler le déficit.

Le rétablissement d'un équilibre global ne peut donc être réalisé qu'à l'aide de mesures conjuguées, portant aussi bien sur la politique économique interne qu'externe. L'interdépendance croissante des économies et les multiples interventions gouvernementales dans le processus économique rendent indispensables une meilleure coopération intergouvernementale et une coordination des politiques économiques au sens large du terme. Pour nous, Suisses, ce phénomène d'interpénétration n'est pas nouveau car tout petit pays hautement industrialisé dépend largement, en ce qui concerne sa situation économique, de l'évolution conjoncturelle dans ses principaux marchés; mais cet état d'interdépendance est également devenu aujourd'hui un fait pour les grandes économies.

C'est dans cet esprit et à cette fin que l'OECE, puis l'OCDE, ont été créées. L'objectif de coopération économique a toujours été à la base des travaux de cette Organisation; c'est la raison pour laquelle nous lui avons toujours apporté notre appui. Nous estimons que, dans la situation actuelle, une réaffirmation de la volonté commune de tous les pays membres de coopérer est indispensable. Le Comité Exécutif Spécial créé l'année dernière (et dont la présidence a été confiée à la Suisse) constitue à nos yeux une enceinte appropriée pour une telle intensification de la coopération intergouvernementale. Bien qu'il soit trop tôt pour prononcer un jugement définitif sur cette tentative, nous apprécions l'occasion qu'elle offre de réunir à intervalles réguliers les plus hauts fonctionnaires responsables dans les capitales des relations économi-

- 3 -

ques internationales. L'occasion leur est ainsi offerte d'apprendre à mieux se connaître et à connaître les problèmes respectifs et de procéder ainsi à une espèce de "dédramatisation" des problèmes internationaux.

Toujours dans le but de parvenir à surmonter le déséquilibre dont souffrent les relations économiques internationales, nous estimons particulièrement importantes les actions que l'OCDE pourrait entreprendre dans le domaine des investissements internationaux, qui constituent certainement une des clefs de la solution de la crise que traverse le système économique international. Nous accordons également une haute priorité à la mise en oeuvre de programmes de coordination de lutte contre l'inflation qui constitue un des principaux fléaux de notre temps. Il faut cependant déplorer que la volonté de coopérer toujours davantage et surtout de coordonner les politiques économiques nationales soit restée jusqu'à présent une intention purement verbale et n'ait pas été véritablement suivie de faits. Nous espérons vivement qu'un nouvel effort sera entrepris prochainement. La réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres, qui se tiendra au début du mois prochain, pourrait fournir l'occasion d'un nouveau départ auquel la Suisse est prête à contribuer.

* * *

Ly - 10.5.73